



**PRÉFET  
DE LA MARTINIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R02-2023-028

PUBLIÉ LE 31 JANVIER 2023

# Sommaire

## **Préfecture de la Martinique - DLAL/BRE / Direction de la Légalité et des Affaires Locales**

R02-2023-01-31-00002 - Arrêté relatif au prix maximum produits pétroliers et gaz domestique au 1er février 2023 (5 pages)

Page 3

Préfecture de la Martinique - DLAL/BRE

R02-2023-01-31-00002

Arrêté relatif au prix maximum produits  
pétroliers et gaz domestique au 1er février 2023



# PRÉFET DE LA MARTINIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités

## **Arrêté relatif au prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique pour le mois de février 2023**

### LE PRÉFET

Vu la loi du 19 mars 1946 érigeant en département français la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française et les textes subséquents ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu l'article L 410-2 du livre IV du code du commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;

Vu le code de l'énergie, en particulier les articles R.671-1 à R.671-22 et R.221-1 à R.221-30 ;

Vu le décret du président de la République du 29 juillet 2022 nommant Monsieur Jean-Christophe BOUVIER préfet de la Martinique ;

Vu le décret 2017-690 du 2 mai 2017 modifiant les dispositions de la partie réglementaire du code de l'énergie relatives aux certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif notamment à la mise en œuvre des articles R.671-5 du code de l'énergie ;

Vu l'arrêté préfectoral R02-2020-03-31-007 du 1<sup>er</sup> avril 2020 relatif aux dispositions des articles R.671-1 à R.671-22 du code de l'énergie ;

Vu les délibérations n°04-1340 du 12 juillet 2004, n°04-1915 du 3 novembre 2004 et du n°13-1838-1 du 13 janvier 2014 du conseil régional de Martinique, et n°16-378-1 du 24 novembre 2016 de la collectivité territoriale de Martinique ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## ARRÊTE

### I – Dispositions communes à l'ensemble des produits pétroliers réglementés

#### Article 1<sup>er</sup>

Les prix maximum hors taxes sortie raffinerie, communs aux trois départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, intégrant la mutualisation des prix d'acheminement et de passage en dépôt, figurent dans la structure des prix définie dans l'annexe I du présent arrêté.

Il en est de même des prix limites de facturation pouvant être pratiqués par la société anonyme de raffinerie aux Antilles (SARA) dans le département de la Martinique, qui tiennent compte du jeu éventuel des arrondis calculés au stade des prix de détail.

### II – Dispositions applicables aux produits pétroliers autres que le gaz domestique

#### Article 2

Les prix maxima de vente en gros fixés en euro par hectolitre et déterminés en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R.671-1 à R.671-13 du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014, sont, à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 à 0H, les suivants :

	Marges maximales de gros	Prix maximum de vente en gros
Super carburant sans plomb	6,198 €/hL	159,827 €/hL
Gazole routier	6,531 €/hL	162,827 €/hL
Gazole non routier (GNR)	6,248 €/hL	122,827 €/hL
Fioul domestique (FOD)	6,248 €/hL	119,827 €/hL
Pétrole lampant	5,931 €/hL	155,545 €/hL

#### Article 3

Les prix maxima de vente au détail à la pompe au consommateur fixé en euro par litre et déterminés en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R.671-1 à R.671-13 du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014 sont, à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 à 0H, les suivants :

	Marges maximales détaillants (après restitution de la collecte IPG)	Pour information : Prix maximum de vente au détail TTC
Super carburant sans plomb	12,173 €/hL	1,72€/L
Gazole routier	12,173 €/hL	1,75 €/L
Gazole non routier (GNR)	12,173 €/hL	1,35 €/L
Fioul domestique (FOD)	12,173 €/hL	1,32 €/L
Pétrole lampant	11,455 €/hL	1,67 €/L

### III – Prix du gaz domestique

#### Article 4

La structure du prix du gaz domestique est définie dans l'annexe II du présent arrêté.

#### Article 5

Le prix maximum de vente au consommateur de la bouteille de gaz de 12,5 kg au magasin du dépositaire est fixé à 25,59 € TTC.

#### Article 6

Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté préfectoral R-02-2022-12-29-002 du 29 décembre 2022, est applicable à compter du mercredi 1<sup>er</sup> février 2023 à zéro heure.

#### Article 7

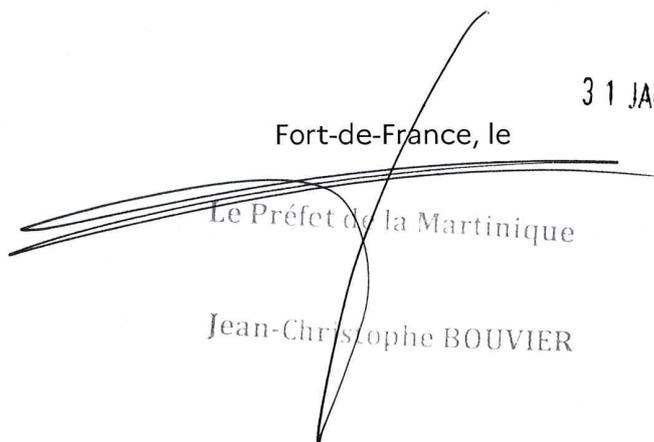
La secrétaire générale de la préfecture, la directrice de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, le directeur régional des douanes et des droits indirects, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

31 JAN. 2023

Fort-de-France, le

Le Préfet de la Martinique

Jean-Christophe BOUVIER



Annexe I de l'arrêté préfectoral n°										
du 31 janvier 2023 - STRUCTURE DES PRIX MAXIMA DE CERTAINS PRODUITS PETROLIERS APPLICABLE A COMPTER DU 1 <sup>er</sup> février zéro heure										
		Gaz Domestique	Super sans plomb	Gazole route	Gazole Non Router	F.O.D	Pétrole lampant	Fioul 80 cst	Fioul industriel (y compris EDF)	
	Coût des achats de pétrole brut (M€)				18,093					
	Coût des achats des autres produits (M€)				70,030					
	Coût de raffinage et logistique (M€)				14,614					
	<i>Dont acheminement mutualisé entre la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique</i>				2,095					
	<i>Dont passage en dépôt mutualisé entre la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique</i>				3,038					
	Rémunération des capitaux investis (M€)				0,254					
	CA produits et services non réglementés (M€)				33,111					
	CA produits et services réglementés (1+2+3+4-5) (M€)				69,881					
	Quantité vendue (t)				55 029					
	Prix pivot des produits et services réglementés (6/7) (€/t)				1269,88					
	Coefficient des ventes des produits réglementés	0,5549	0,9411	1,0704	1,0704	0,9931	1,3496	0,7341	0,5968	
	Densité		0,7429	0,8347	0,8347	0,8414	0,7971	0,9044	0,9128	
	<b>PRIX MAXIMUM HT DE SORTIE RAFFINERIE (8*9*10) (€/hl sauf gaz en €/t)</b>	<b>704,644</b>	<b>88,783</b>	<b>113,462</b>	<b>113,462</b>	<b>106,111</b>	<b>136,609</b>	<b>84,306</b>	<b>69,178</b>	
<b>MARTINIQUE</b>										
	Arrondis pour avoir 2 décimales d'€ à la pompe (€/hl)		-0,003	-0,243	0,280	-0,059	0,027			
	Cotisations collectées par la SARA au titre de l'IPG (1)		0,275	0,275						
	<b>PRIX MAXIMUM HT DE FACTURATION RAFFINERIE (11+12+13) €/hl sauf fioul lourd</b>		<b>89,055</b>	<b>113,494</b>	<b>113,742</b>	<b>106,052</b>	<b>136,636</b>	<b>84,306</b>	<b>757,869</b>	
	Octroi de mer (2) €/hl		6,215	5,673			9,563	3,794	34,104	
	Octroi de mer régional (3) (€/hl)		2,22	2,837	2,837	1,592	3,415	2,108	18,947	
	Taxe régionale spéciale (€/hl)		49,937	28,09						
	<b>TOTAL TAXES (15+16+17) (€/hl)</b>		<b>58,372</b>	<b>36,6</b>	<b>2,837</b>	<b>1,592</b>	<b>12,978</b>	<b>5,902</b>	<b>53,051</b>	
	<b>CZE TTC (4)</b>		<b>6,202</b>	<b>6,202</b>		<b>5,935</b>				
	Marge de gros incluant les coûts de fonctionnement €/hl		6,198	6,531	6,248	6,248	5,931			
	<b>PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE EN GROS (14+18+21+22) (€/hl)</b>		<b>159,827</b>	<b>162,827</b>	<b>122,827</b>	<b>119,827</b>	<b>155,545</b>			
	Marge de détail incluant les coûts de fonctionnement (€/hl) avant restitution de la collecte pour les IPG en €/hl		12,448	12,448						
	Restitution de la collecte des IPG indiquée à la ligne 13 en €/hl		-0,275	-0,275						
	Marge de détail sans le financement de la collecte des IPG (€/hl)		12,173	12,173	12,173	12,173	11,455			
	<b>PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE AU DÉTAIL (23+24) (€/hl)</b>		<b>172,000</b>	<b>175,000</b>	<b>135,000</b>	<b>132,000</b>	<b>167,000</b>			
	<b>PRIX MAXIMUM TTC DE VENTE AU DÉTAIL AU LITRE</b>		<b>1,72</b>	<b>1,75</b>	<b>1,35</b>	<b>1,32</b>	<b>1,67</b>			

CF annexe II

(1) IPG: Fond de gestion des indemnités de précarité des détaillants collecté par la SARA (SP et GO route)

(2) Octroi de mer: taxes calculées sur le prix de sortie raffinerie: 7% sur le Super sp, le pétrole lampant, 4,5 % sur le fioul 80 cst et sur le fioul industriel, 5% sur la Gazole route;

(3) Octroi de mer régional: taxe calculée sur le Prix de sortie raffinerie: 2,5% sur le super sp, le pétrole lampant, le fioul industriel et le FO 80 cst, le gazole et 1,5% sur le FOD

(4) CZE TTC: contributions au titre des obligations relatives aux certificats d'économie d'énergie prévues par la réglementation

pour le SP et GO CZE:3,702 et CZE précarité: 2,500

Le Préfet de la Martinique

Jean-Christophe BOUVIER

**STRUCTURE DU PRIX DU GAZ DOMESTIQUE**  
à compter du 1<sup>er</sup> février 2023 - **zéro heure**

			en €/tonne	en €/bouteille de 12,5 kg
<b>Matière</b>	1	Prix maximum hors taxe de sortie raffinerie	704,644 €/t	
<b>Taxes</b>	2	Octroi de mer <sup>1</sup>	49,325 €/t	
	3	Octroi de mer régional <sup>2</sup>	17,616 €/t	
	4	Total taxes (2+3)	66,941 €/t	
<b>Enfûtage</b>	5	Prix maximum rendu centre d'enfûtage (1+4)	771,585 €/t	
	6	Frais fixes d'enfûtage HT <sup>5</sup>	394,090 €/t	4,926 €/bouteille
	7	Freintes (1,5% du prix de sortie raffinerie )	10,570 €/t	
	8	Total des frais d'enfûtage HT (6+7)	404,660 €/t	
	9	TVA sur les frais d'enfûtage (8,5 %)	34,396 €/t	
	10	Prix maximum à la tonne enfûtée (5+8+9)	1 210,640 €/t	
<b>Vente</b>	11	Marge de gros <sup>3</sup>	742,964 €/t	9,287 €/ bouteille
	12	Marge de détail <sup>4</sup>	93,600 €/t	1,17 €/ bouteille
	13	Prix maximum de vente au distributeur (10+11+12)	-	25,59 €/bouteille

(<sup>1</sup>) octroi de mer : taxe calculée sur le Prix de sortie raffinerie : 7 %

(<sup>2</sup>) octroi de mer régional : taxe calculée sur le Prix de sortie raffinerie : 2,5%

(<sup>3</sup>) comprend la gestion du stock et le transport

(<sup>4</sup>) correspond aux coûts de distribution et de commercialisation des dépositaires

(<sup>5</sup>) comprend une majoration sur 15 ans à compter du 1er avril 2020, de 105 € HT/t au titre des investissements de sécurisation et mise en conformité avec les prescriptions du plan de prévention des risques technologiques.

  
 Le Préfet de la Martinique  
 Jean-Christophe BOUVIER